

SUR L'ADRESSE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 27 janvier 1843.

Nous reproduirons le discours suivant sans commentaires. Il ne s'explique pas seulement par la situation du moment ou par les incidents de la discussion. En condamnant le système, c'est-à-dire la pensée directrice qui s'était personnifiée dans tous les ministères, M. de Lamartine exprima alors complètement les sentiments qui avaient animé invariablement sa politique. Le lecteur qui l'aura suivi jusqu'alors dans sa carrière parlementaire ne partagera donc pas l'étonnement feint ou réel dont les journaux firent si grand bruit. L'expérience un jour devint parfaite, et tout ce qui s'était amassé de griefs sans impatience contre une politique gouvernementale à contre-sens des destinées de la France se répandit sans colère mais sans réticence d'une âme pleine de patriotisme. L'orateur n'a pas l'intention aujourd'hui de se glorifier d'avoir prévu dès lors ce qui arriva ultérieurement. C'est le propre d'une situation forte, acquise en l'absence de tout parti pris, de n'apporter aucune hésitation dans les pas décisifs à accomplir, comme aussi d'amener presque toujours au dévouement aux idées la confirmation des faits. On ne se vante pas d'avoir vu juste quand on a eu la France avec soi.

MESSIEURS,

L'honorable orateur¹ qui a ouvert cette discussion par un discours si brillant et si solide disait tout à l'heure que

1. M. Gustave de Beaumont.

le vice n'était pas dans le système, qu'il était dans le ministère lui-même¹.

Je diffère entièrement en ceci de l'honorable préopinant, et je dis : Le vice, à mes yeux, n'est pas dans le ministère; il n'est ni dans le ministère actuel, ni dans celui qui l'a précédé, ni peut-être dans ceux qui seraient destinés à lui succéder, le vice est plus haut; la difficulté de la situation, la gravité du péril de la France sont ailleurs; elles sont dans le système tout entier. (*Exclamations au centre.*)

Ce peu de mots vous dit assez que je ne viens pas, comme j'en avais l'habitude, combattre simplement ici quelques paragraphes de l'adresse soumise aujourd'hui à vos délibérations.

Non, je viens la combattre tout entière. Je viens la combattre dans son esprit et dans ses termes; je viens la combattre dans tous ses paragraphes, excepté celui qui associe tous nos sentiments, comme toute notre intelligence et toute notre loyauté; celui, dis-je, qui associe la douleur et l'attachement du pays à la dynastie que vous avez fondée, et au malheur qui nous a frappés en elle. (*Vive approbation.*)

Cela dit, permettez-moi d'entrer à fond dans la discussion même de l'adresse.

Il m'est pénible, Messieurs, de dire ce que je viens dire à la Chambre et à mon pays. Il m'est pénible de ne plus combattre ici, comme je l'ai toujours fait, question par question; mais je me suis aperçu trop tard que cette manière de défendre les intérêts de mon pays pouvait avoir quelques inconvénients, car le gouvernement se fait ainsi de la longanimité de nos consciences un encouragement à des fautes nouvelles. Oui, il faut le dire, quand les fautes du gouvernement, quand les déviations deviennent un système, l'opposition doit devenir un parti! (*Exclamations et approbation à gauche.*)

1. Le ministère du 29 octobre 1840.

Voilà ce qui m'amène aujourd'hui à cette tribune. (*Sensation.*) Et que les honorables amis de qui je me sépare se rassurent. Je ne viens porter sur d'autres bancs d'autres dispositions que celles qu'ils m'ont connues au milieu d'eux. J'y porte les mêmes sentiments d'attachement raisonné au gouvernement, à la dynastie qu'ils veulent sauver et fonder. Nous avons deux pensées, mais nous n'avons pas deux patries. Nous croyons devoir la servir autrement, voilà toute la différence. Et j'ose en appeler ici à vos souvenirs : n'ai-je pas fait toujours au milieu de vous la réserve éclatante des principes que je vais défendre ailleurs ?

Messieurs, je regrette les murmures que j'entends. (*Au centre : On ne murmure pas.*) J'ai cru entendre des murmures. (*Non, non !*) Messieurs, ma vie tout entière y répondra. (*Au centre : Vos intentions ne sont pas contestées.*) D'ailleurs, si je me trompe, n'ai-je pas le droit de dire à mes anciens amis : Pardonnez-moi, car je me trompe en conscience ? Si je me trompe, je ne perds que moi, je ne fais tort qu'à moi, je n'en ferai aucun à mon pays. Et qu'importe après tout l'erreur d'un esprit sincère et dévoué à ce qu'il croit être le bien ? Le vaisseau de l'État est-il donc une barque si frêle et si vacillante, que le poids d'un homme qui se déplace puisse lui faire perdre l'équilibre et le submerger ? (*Très-bien, très-bien !*) Non, c'est un bâtiment solide et vaste qui porte dans ses flancs des intérêts immenses, et qui ne s'aperçoit pas, comme le croit notre orgueil, du déplacement de quelques misérables individualités. (*Bravos unanimes !*)

Je dis que je combats l'adresse tout entière dans son esprit. Pourquoi ? Parce qu'elle renferme un certain sentiment de bien-être politique, un certain sentiment de congratulation au pays et à la couronne, auquel il m'est consciencieusement interdit de m'associer. (*Approbatton à gauche.*)

Je le dis et je le prouve sur-le-champ, car ce dissentiment de mon intelligence avec les paroles de votre projet

d'adresse résulte de la pensée de ma vie politique tout entière. Je dis que cela résulte de la manière dont moi et chacun de nous ici avons entendu la marche générale du gouvernement depuis la révolution de Juillet jusqu'à ce jour. Je m'explique.

Ne croyez pas, Messieurs, et je réponds ici à des pensées qui ne s'expriment pas tout haut, mais dont j'ai entendu souvent l'expression ici comme ailleurs ; ne croyez pas que la révolution de Juillet ait été une surprise pour moi. La révolution de Juillet, qui a pu affliger mes sentiments comme homme, n'a jamais étonné ma raison ni troublé mon intelligence. J'ai compris tout de suite, sous le feu même des événements, ce que j'avais compris dans mes jeunes années : c'est que le monde politique et moral, suspendu entre deux principes, entre le gouvernement d'autorité et le gouvernement de liberté, entre le principe qui absorbe les trônes, les aristocraties et les dynasties dans le seul grand intérêt national, et le principe qui absorbe tous les grands intérêts permanents du pays dans l'intérêt passager des dynasties, des trônes et des aristocraties de tout genre ; j'ai compris que le monde s'était décidé entre ces deux principes, et qu'il avait choisi le meilleur. (*Acclamations à gauche. — Rumeurs ironiques sur quelques bancs.*)

Eh bien ! je me suis dit : Voilà un gouvernement né de l'explosion d'une idée libérale, qui doit être un gouvernement sérieusement constitutionnel et sérieusement populaire, ou qui ne sera rien, ou qui sera destiné à tomber un jour. Voilà un gouvernement qui a son mandat écrit sur le drapeau même de la révolution populaire dont il est sorti. Il lui faut un principe ; ce principe, c'est celui d'une sage et croissante démocratie. Il sera le gouvernement des masses, le gouvernement de l'intelligence, le gouvernement du travail, ou il ne sera rien ! Un tel gouvernement, on peut le servir. Il est plus beau de se dévouer aux idées qu'aux dynasties. (*Bravos aux extrémités.*)

Il veut la paix parce que la raison des peuples la veut. Il

y a des ombrages, sans doute, contre nous en Europe ; mais si ces ombrages dégénéraient en exigences ou en humiliations, il a, pour les intimider ou les dissoudre, cet élan même d'une révolution qu'il comprime à peine, une réserve d'un million d'hommes, et enfin la toute-puissance des idées libérales, quand elles ne se font pas propagande révolutionnaire, quand elles n'écrivent pas sur leurs drapeaux : Conquêtes ! mais : Défense du sol et de la liberté chez soi ! (*Très-bien ! très-bien !*)

Que doit faire ce gouvernement ? Se tenir debout contre l'excès d'impulsion qu'une commotion révolutionnaire imprime toujours aux choses et aux esprits ; empêcher que quelque choc imprévu de la France et de l'Europe ne brise tout et surtout nous-mêmes ; en un mot, donner de l'air aux événements, laisser retomber cette poussière d'une monarchie écroulée, derrière laquelle les puissances croyaient voir un abîme de révolution et de démagogie, pour leur donner le temps d'y voir, au contraire, un ordre nouveau, mais un ordre réel, quoique libéral et populaire, un foyer de liberté, mais non pas d'incendie pour l'Europe. (*Bravos à gauche.*)

Oui, voilà son œuvre, et il l'accomplit courageusement. Oui, jusqu'en 1834 le gouvernement ne fut qu'une lutte courageuse contre le désordre matériel : une révolution ne rentre pas en un jour dans son lit régulier. Ce n'est qu'en 1834 que le gouvernement put avoir une politique, et ce n'est qu'à ce moment aussi qu'entré dans la Chambre je commençai moi-même à combattre souvent avec l'opposition les tendances, les symptômes, les excès des actes du gouvernement de Juillet.

La première de ces tentatives, celle qui m'indiqua que le gouvernement pouvait peut-être ne pas saisir dans l'origine la vraie ligne qui devait le conduire à l'organisation d'une démocratie monarchique, ce fut la tentative d'hérédité de la pairie. Je la combattis ; je la combattis en écrivain obscur. Oui, je sentis dès ce jour-là que le gouverne-

ment n'avait pas le sens véritable de sa nature, de sa mission ; je sentis qu'il cherchait la force de la démocratie dans une institution aristocratique, et dès lors j'eus quelques inquiétudes sur la suite des actes de ce gouvernement.

La seconde, ce furent les lois de septembre.

Je ne veux pas revenir au long sur ces lois ; nous les avons débattues assez ici. Je les ai combattues, derrière qui ? derrière les hommes les plus attachés à la fois à la liberté, aux institutions et à la dynastie qu'ils avaient fondée ; derrière le vénérable Royer-Collard, qui était et qui reste dans vos souvenirs comme un symbole de l'esprit conservateur en France ; derrière M. Barrot, derrière M. Dufaure, derrière M. Dupin, qui, certes, avaient donné assez de gages de leur attachement à la liberté et aux institutions de Juillet. Je les combattis, et l'avenir vous a dit si cette pensée que je manifestai alors, si cette crainte de voir la liberté de discussion si complète en apparence, et cependant si limitée en réalité et par l'énormité des cautionnements, et par l'immensité des peines, et par le monopole légal que le gouvernement pouvait, à un jour donné, s'attribuer dans les départements, si cette crainte, dis-je, était fondée. Vous l'avez vu, et je ne veux pas vous rappeler l'époque où vous avez gémi vous-mêmes de ce que vous aviez fait. Souvenez-vous des années où la presse fut monopolisée entre les mains d'un seul parti !

La troisième, je serai plus bref encore ; car je sais à quelles délicatesses, à quelles susceptibilités de conscience je toucherais en renouvelant la discussion à cet égard. Je veux parler des fortifications. Je respecte tout ce qui est respectable ; je respecte la conscience de mes collègues, parce que je sais ce qui est dû à ma propre conscience. Dans cette circonstance, un dissentiment politique s'établit entre les divers membres de l'opposition et moi. Une partie des hommes les plus dévoués à la liberté crut devoir se voiler les périls de la constitution livrée au pouvoir mili-

taire, sous les préoccupations de son patriotisme; et c'est là la déplorable habileté de la pensée qui conçut cette mesure funeste, d'avoir tellement mêlé le patriotisme et les fortifications, qu'il fut impossible aux meilleurs citoyens de s'y refuser, et que d'excellents esprits, pour défendre la tête du pays, consentirent à armer le gouvernement d'une force périlleuse contre les institutions. (*Murmures.*)

Quant à moi, il me fut impossible de ne pas pressentir là un péril, tout attaché que je suis au sol, et de ne pas sentir l'abaissement d'une constitution et d'une tribune qui consentent à se laisser dominer par des bastions. (*Mouvements divers.*)

J'entends un sentiment dubitatif se traduire dans les murmures de la Chambre. Je lui rappellerai tout de suite que ce fut très-peu de mois après le vote des fortifications que nous vîmes la première application d'une loi que je ne veux pas et que je ne dois pas qualifier ici, car elle est loi de mon pays; oui, la première application d'une de ces lois de septembre, dans le jugement d'un grand corps judiciaire, qui appliquait à une criminalité de la presse la complicité, la solidarité et la pénalité d'un assassin! (*A gauche: Très-bien! très-bien!*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. C'est une erreur.

M. DE LAMARTINE. Je réponds à M. le ministre des affaires étrangères que c'est peu de mois après le vote de la loi des fortifications que nous vîmes le gouvernement, qui avait d'abord paru si indécis, j'oserais presque dire si favorable à l'élargissement régulier du système électoral, à l'introduction, dans certaines limites, de l'intelligence dans la loi électorale, que nous le vîmes serrer ses rangs et se refuser d'une manière absolue à toute modification, à toute amélioration de la loi électorale, à toute large introduction de l'intelligence dans le droit politique. Messieurs, un dernier symptôme devait me convaincre tout à fait, ce fut la loi de régence. (*Écoutez! écoutez!*)

Frappé comme toute la France d'une profonde et politique douleur après la catastrophe qui avait atteint le trône et qui menaçait la sécurité de notre avenir, quand je vis le gouvernement venir demander au pays de se déposséder, pour ainsi dire, lui-même du droit que la constitution de tous les peuples leur assure, du droit de choisir, dans des éventualités semblables, selon les circonstances, selon les personnes, les besoins, la sécurité du pays (*Très-bien! très-bien!*); quand je vis, dis-je, le gouvernement vous demander de vous déposséder de ce droit, que Montesquieu lui-même, que Voltaire, dans l'*Essai sur les mœurs*, que les publicistes les plus accrédités du monde reconnaissent incontestable dans les mains des nations, de choisir la régence la plus propre à la sauver, il ne put plus me rester un doute sur le contre-sens dans lequel le gouvernement voulait entraîner le pays: et dès ce jour-là, si mes yeux n'avaient pas été dessillés avant, ils l'eussent été alors. (*Bravos aux extrémités.*)

Et la situation et les scandales dont M. de Beaumont vous parlait à l'instant même vous peuvent-ils laisser un doute sur ces périls? N'est-ce pas homme par homme, famille par famille, conscience par conscience, que le gouvernement, qui devrait, dans les élections, interroger des opinions libres, va les circonvenir! (*Vive adhésion à gauche. — Murmures au centre.*)

Ne va-t-il pas altérer ainsi lui-même les sources de l'opinion libre? Sont-elles spontanées, désintéressées, libres, ces opinions ainsi recrutées administrativement? Peuvent-elles même fortifier le gouvernement qui s'en empare? M. de Beaumont n'avait-il pas mille fois raison en vous disant, il n'y a qu'un instant: « Est-ce que vous ne sentez pas la faiblesse d'une base que vous faussez vous-mêmes? Est-ce que vous vous sentez capables de résister à toutes les exigences que vous avez provoquées vous-mêmes? Est-ce que vous vous sentez dans les mains une manifestation spontanée, énergique, de l'opinion publique, toute-puis-

sante pour donner l'impulsion au gouvernement, quand vous ne la puisez que dans des consciences dont on sait pour ainsi dire le tarif moral? (*Approbaton aux extrémités. — Bruyantes dénégations au centre.*)

Je répète le mot et je le justifie.

Oui, ne sentez-vous pas, dis-je aux ministres, que vous êtes faibles et impuissants toutes les fois que vous voulez tenter quelque chose dans l'intérêt général; que vous êtes forcés de reculer et de sacrifier vos meilleures pensées à ces coalitions d'intérêts que vous avez vous-mêmes flattés, auxquels vous vous êtes asservis? Ne sait-on pas dans nos départements le tarif moral de certaines adhésions de ces intérêts collectifs? (*Violents murmures. — Une voix au centre : A l'ordre!*)

A l'ordre! Rappelez-y le système, et non pas moi.

Je m'adresse directement à M. le ministre de l'intérieur¹ qui m'interpelle; je lui demande à lui-même, homme de gouvernement, si, dans les meilleures pensées que lui et ses collègues ont eues pour le développement des institutions intérieures, de notre puissance extérieure et commerciale, ils ne se sentent pas eux-mêmes frappés d'une sorte d'impuissance devant la coalition de ces intérêts matériels auxquels, dans un intérêt électoral, ils ont été obligés de faire la concession de l'intérêt du pays?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Du tout.

M. DE LAMARTINE. Je demande au cabinet tout entier si c'est là gouverner, ou si c'est là obéir? (*Sensation prolongée.*)

M. VILLEMAM, ministre de l'instruction publique. Nous répondrons.

M. DE LAMARTINE. Quant à l'extérieur, je m'expliquerai avec une entière franchise, et cette franchise, soyez-en sûrs, n'aura aucun péril pour les intérêts de notre pays. La France, heureusement, est ainsi placée dans le monde,

1. M. Duchatel.

qu'elle n'a aucun intérêt sérieux incompatible avec les grands intérêts européens avec lesquels elle a à traiter et à se tenir en harmonie. Le gouvernement de Juillet, dès le premier jour, a voulu la paix. Je lui en fais éternel honneur. Moi aussi, j'ai toujours été et je serai toujours partisan de la paix. Je n'ai jamais partagé, et je ne partagerai jamais ce libéralisme menteur qui affecte de ne voir la liberté que dans la guerre, et qui voudrait marcher à travers la fumée et la gloire à un despotisme militaire certain, si jamais nous venions à tenter la guerre hors de nos nécessités et de nos devoirs. Le gouvernement de Juillet a donc voulu la paix, et il a bien fait, selon moi. Un règne négociateur peut être plus grand qu'un règne conquérant : les traités sont des victoires. Quoi qu'en ait dit l'autre jour M. le ministre des affaires étrangères à une autre tribune, et M. de Carné, aujourd'hui, devant nous, les alliances sont des forces, et les traités peuvent équivaloir à des conquêtes. Je ne partage en rien ce système d'égoïsme national, qui voudrait s'isoler dans le monde, et qui croirait peser autant à lui seul que le monde tout entier. Cela est contraire aux règles de la plus saine logique. Être seul en politique, comme en toute chose, c'est être faible; être deux, avoir un système, y rallier des auxiliaires, c'est doubler sa force. Eh bien! interrogeons sérieusement les circonstances. Voyez les périls de la discussion qui s'approche sur le droit de visite, et demandons-nous avec sincérité : Sommes-nous plus près de la paix qu'en 1834? Avons-nous des alliances, une sphère d'action, un système français?

Permettez-moi d'en douter, en voyant l'attitude française aussi incertaine, aussi isolée, aussi incapable d'oser quelque chose aujourd'hui, après trente ans de patience! Et ce n'est pas non plus d'aujourd'hui que je commence à en douter. Qui donc a poussé le premier, en 1834, son gouvernement à une forte et audacieuse intervention en Espagne, si ce n'est moi? L'Espagne, disais-je, se noie dans son propre sang et s'énerve dans la guerre civile; les puis-

sances y subventionnent l'anarchie sous le nom de don Carlos; elles y attaquent indirectement, mais audacieusement, le principe constitutionnel analogue chez les deux peuples, et l'ascendant légitime français établi par les guerres de succession! Marchez à la fois au secours de la liberté et à la défense de l'influence de Louis XIV. Bravez l'Europe au nom de l'humanité et des idées libérales. Elle se taira, et vous aurez repris votre rang par cela seul que vous l'aurez bravée dans votre droit. (*Bravos prolongés à gauche.*)

Et si vous aviez ainsi rétabli votre attitude en Espagne, en seriez-vous à entendre tranquillement le canon de Barcelone? à voir assis sur ces bancs votre honorable ambassadeur en Espagne? à être odieux ou indifférents aux libéraux de 1812, que vous vous êtes aliénés, et aux carlistes de 1830 que vous avez combattus, et aux constitutionnels modérés de 1839, que vous avez indignement abandonnés, et enfin aux exaltés de 1840, qui se jettent dans les bras de vos rivaux? Auriez-vous été seuls dans la question d'Ancône? dans l'abandon d'Ancône que j'ai reproché ici à un cabinet même dont je défendais la situation, et qui a cru devoir pousser la loyauté jusqu'à l'imprudencé? (*Sensation.*)

Oui, il ne fallait se dessaisir de ce gage de guerre en Italie qu'après que la France se serait saisie d'un gage de paix dans une alliance continentale! (*Approbaton aux extrémités.*)

Enfin, plus tard, auriez-vous donc été seuls dans la question d'Orient, qui vous ouvrait le monde, et qui, bien comprise, amenait le remaniement des traités de 1815? Auriez-vous vu l'imprévoyance de votre politique s'aliéner à la fois l'alliance russe et l'alliance anglaise? Auriez-vous forcé, malgré leur antipathie, en Asie, ces deux puissances à réunir leurs mains, qui se repoussent, sur ce traité du 15 juillet 1840? Oui, sur ce traité du 15 juillet, qui pèse encore tant aujourd'hui et sur la mémoire des ministres et sur le sentiment de la France qui l'a supporté.

J'ose dire à M. le ministre des affaires étrangères: Vous n'en auriez pas été réduit, dans cette position que vous avez été obligés de réparer si péniblement après l'avoir subie, à signer fatalement, sans condition, le traité du 15 juillet, et enfin aujourd'hui vous n'en seriez pas à voir l'opinion publique comprimée dans ses intérêts extérieurs, dont elle a l'instinct et le sentiment, et à laquelle vous avez refusé tout son développement, tout son droit en Europe: vous n'en seriez pas à la voir rechercher aujourd'hui, dans de misérables petites querelles, cette étincelle de guerre, cette vengeance de dignité, quand, sur des terrains meilleurs, elle aurait trouvé dans le droit de la France, dans la dignité, les intérêts de la France, une cause digne de nous et des alliés pour combattre avec nous! Cette cause, elle la cherche aujourd'hui dans des questions de paix et d'humanité. Je m'en afflige pour mon pays, et je m'en effraye pour vous, car l'opinion ombrageuse échappe même au gouvernement! (*Interruption prolongée.*)

Messieurs, après le douloureux tableau de notre situation intérieure, et que j'appellerai notre malheureuse compression européenne, après ce dissentiment profond entre la politique suivie par le gouvernement de Juillet et celle que j'envisage pour la sécurité et la grandeur de mon pays, je dois me demander ce que la Chambre se demande à elle-même tous les jours: qu'est-ce qu'il y a donc à faire? Je le dirai tout de suite, sans aucun de ces ménagements que des considérations timides pourraient inspirer à des caractères qui auraient quelque chose à masquer devant leur pays. (*Sensation.*)

Il y a une seule chose à faire pour les hommes qui, comme moi, se différencient chaque jour davantage du système qui compromet le pays au dedans et les affaires au dehors; une seule chose, c'est de se ranger, de se compter, de s'isoler; c'est de prendre sur le terrain des oppositions constitutionnelles une position forte où nous puissions recueillir un à un tous les principes successivement violés ou

artificiellement dérobés au pays, tous ses griefs, tous ses intérêts, toutes ses dignités compromises ; c'est de rassembler en faisceau tous les instincts généreux, progressifs, moraux de la nation, afin qu'au jour où ce système sera arrivé à son excès, à sa perte, soit par la défaillance absolue de l'esprit public au dedans, soit par l'interdit politique où il se laisse placer par l'Europe au dehors, le pays vienne rechercher les principes de sa révolution, sa gloire, son esprit public, son salut dans l'asile où nous les aurons conservés intacts, et les retrouve dans une opposition loyale et ferme, au lieu d'aller au moment des crises les chercher dans les factions ! (*Bravos prolongés aux extrémités.*)

Voilà, Messieurs, ce qu'il y a à faire, et je le fais ! (*A gauche : Très-bien ! très-bien ! Murmures au centre.*)

Vos murmures ne m'apprennent... (*Nouveaux murmures.*)

Vos murmures ne m'enseignent que ce que je sais d'avance : c'est que cette opposition, notre dernier salut, sera faible en nombre, méconnue d'abord, que la faveur immédiate de la Chambre et même du pays ne lui viendra pas tout d'un coup. (*Rires et murmures.*)

Était-elle donc plus nombreuse et plus populaire en commençant cette opposition des quinze ans, objet des mêmes dédains ? cette opposition de dix-sept voix contre la majorité de la Restauration ? Oui, de dix-sept voix, qui osèrent dire : La nation est derrière nous ! Eh bien ! la nation ne leur donna-t-elle pas raison un jour, et le pays ne fut-il pas sauvé par eux au moment du coup d'État. (*Vive approbation aux extrémités.*)

Eh bien ! il en serait de même, sachez-le bien, si les mêmes circonstances se représentaient. Non, il ne sera pas donné de prévaloir longtemps contre l'organisation et le développement de la démocratie moderne à ce système qui usurpe légalement, qui empiète timidement, mais toujours, et qui dépouille le pays pièce à pièce de ce qu'il devait

conserver des conquêtes de dix ans et de cinquante ans ! (*Murmures au centre.*)

Non, ce n'est pas pour si peu que nous avons donné au monde européen, politique, social, religieux, une secousse telle, qu'il n'y a pas un empire qui n'en ait croulé ou tremblé (*Bravos!*), pas une fibre humaine dans tout l'univers qui n'y ait participé par le bien, par le mal, par la joie, par la terreur, par la haine ou par le fanatisme ! (*Applaudissements aux extrémités.*)

Et c'est en présence de ce torrent d'événements qui a déraciné les intérêts, les institutions les plus solidifiées dans le sol, que vous croyez pouvoir arrêter tout cela, arrêter les idées du temps, qui veulent leur place, devant le seul intérêt dynastique trop étroitement assis devant quelques intérêts groupés autour d'une monarchie récemment fondée ! Vous osez nier la force invincible de l'idée démocratique, un pied sur ses débris ? Vous osez nier le feu, la main sur le volcan ?

Ah ! détrompez-vous. Sans doute ces captations, ces faveurs personnelles, ces timidités du pays qu'on fomenta au dedans, ont leur force ; mais c'est une force d'un jour, une force précaire avec laquelle on ne fonde pas pour longtemps. Que fonde-t-on de grand avec de petits moyens ?

Non, république, constitution, monarchie, alliance, on ne fonde tout cela qu'avec des pensées collectives, avec des pensées désintéressées et nationales ! Et c'est ainsi qu'on est réellement conservateurs ! Vous croyez l'être, je le suis plus que vous ! Vous voulez bâtir avec des matériaux décomposés, avec des éléments morts, et non avec des idées qui ont la vie et qui auront l'avenir ! Ce que l'on bâtit ainsi résiste plus et subsiste mieux.

Ah ! ne vous y trompez pas, Messieurs, Dieu a donné aux véritables hommes d'État, aux fondateurs d'idées ou d'institutions ou de trônes, oui, Dieu leur a donné une passion de plus qu'au reste de leurs semblables. C'est la pas-

sion de l'idée du temps, de l'œuvre de la nation ; c'est le fanatisme du bien public ; c'est le besoin, la soif de se dévouer, sans arrière-pensée, sans salaire, sans gloire même, à l'œuvre de sauver, de régénérer un peuple ! Et les plus véritablement conservateurs de ces hommes d'État sont ceux qui s'incorporent le mieux, qui s'absorbent, qui se confondent le mieux avec l'idée fondamentale de leur temps. Ces hommes sont dévorés du besoin de se dévouer à la cause commune, ils semblent comme saisis d'un espoir tout-puissant en se penchant par la pensée sur l'avenir de leur œuvre nationale, et les plus beaux dévouements antiques ne sont qu'une faible image de cette fascination sublime qui entraîne ces nobles esprits à se dévouer pour préserver leur cause ou leur nation.

Eh bien ! Messieurs, ces hommes, il y en a encore beaucoup dans notre pays. Derrière cette France, qui semble s'assoupir un moment, derrière cet esprit public qui semble se perdre, et qui, s'il ne vous résiste pas, du moins vous laisse passer en silence sans vous arrêter, mais sans confiance, derrière cet esprit public qui s'amortit un instant, il y a une autre France et un autre esprit public ; il y a une autre génération d'idées qui ne s'endort pas, qui ne vieillit pas avec ceux qui vieillissent, qui ne se repent pas avec ceux qui se repentent, qui ne se trahit pas avec ceux qui se trahissent eux-mêmes, et qui, un jour, sera tout entière avec nous. (*Bravos réitérés.*)

Et pourquoi lui ferait-on toujours peur de cette opposition loyale qui veut nos institutions et leur raffermissement, qui s'est séparée des factions, ici et au dehors, de cette opposition qui a la noble ambition, non pas de créer des difficultés au gouvernement, non pas de fomenter des anarchies, de préparer des collisions européennes, mais au contraire d'affermir le gouvernement, de corroborer, par la force de l'esprit public, les institutions qui pourraient s'énerver entre vos mains, et enfin qui a la noble ambition de devenir gouvernement elle-même ; car, ne vous y trom-

pez pas, il y a une ambition plus haute que celles des personnes, c'est celles des idées. L'ambition qu'on a pour soi-même s'avilit et se trompe ; l'ambition qu'on a pour assurer la sécurité et la grandeur du pays, elle change de nom, elle s'appelle dévouement, et c'est la nôtre. (*Très-bien !*)

Eh bien, cette opposition, vous la verrez en France, comme vous la voyez dans un pays voisin. Est-ce qu'en Angleterre, dont on citait tout à l'heure les tories, on ne pourrait vous citer une opposition de cette nature, qui ne travaillât pas à rassurer complètement le pays dans ses jours de crise et de désespoir ? Est-ce que l'Angleterre se trouble ? est-ce que les fonds publics baissent ? est-ce que la crainte de la guerre saisit la Grande-Bretagne, quand les whigs sont près d'entrer au pouvoir ? Pas le moins du monde. L'Angleterre sait ce que la France apprendra à son tour : c'est que les whigs ne font pas la révolution, c'est qu'ils portent avec eux les mêmes intérêts conservateurs, les mêmes garanties d'ordre, de paix, de ferme administration que les tories ; et voilà pourquoi le sol ne tremble pas sous eux ! Eh bien ! nous voulons être les whigs de la révolution de Juillet ! (*Exclamations au centre.*)

Oui, et plus encore ! nous voulons être les whigs de la démocratie moderne, et des progrès de la liberté et de l'esprit humain dans tout l'univers. (*A gauche : Très-bien ! très-bien !*)

Je sais que vous déclarez ces hommes impossibles. Oui, ils sont et ils seront impossibles, en effet, tant que le pouvoir serait au prix du désaveu de leurs doctrines et des grands principes auxquels ils ont dévoué leur vie. Savez-vous ce que c'est que de déclarer ces hommes impossibles ? C'est dire que les gouvernements libres sont eux-mêmes des impossibilités ; c'est déclarer que la révolution de 89 est un crime ; que la monarchie démocratique est une utopie ; que les réformes politiques sont une chimère, et que toute amélioration profonde de la condition des sociétés est un rêve.

S'il y avait des hommes assez hardis pour le dire, qu'ils le fassent ! le pays jugerait entre eux et nous.

Non, ces hommes impossibles seront inévitablement un jour nécessaires. Ils oseront fonder le gouvernement, non plus sur la base étroite d'une classe quelconque, mais sur la large base d'une nation tout entière. Ils sauront coïntéresser tous les citoyens, toutes les classes du peuple à l'existence d'un gouvernement qui prendra son appui sur tous ces intérêts et sur tous ces droits. Voilà ce que nous devons préparer pour les jours difficiles ; ce sont là des forces, et non des dangers.

C'est pour cela, Messieurs, que je crois devoir m'éloigner, quoique avec peine, de ces hommes honorables avec lesquels j'ai combattu dans quelques circonstances, et du milieu desquels j'emporte tant de regrets et tant d'estime, pour me placer désormais et pour toujours, jusqu'au triomphe de nos principes communs, du côté de l'opposition. (*Acclamations et mouvements divers.*)

Je dis que je vais me ranger sur le terrain de l'opposition et j'ai droit de le dire, puisque j'y retrouve tous les principes que j'ai professés avec elle dans toutes les grandes lois organiques et libérales et dans toutes les grandes affaires extérieures de mon pays, me réservant seulement ce que tout homme d'honneur se réserve naturellement ici dans tous les partis : l'indépendance de ma conscience, la liberté de mon vote et de mes convictions dans toutes ces questions, et surtout dans ces questions d'affaires étrangères qui impliquent la vie ou la mort du pays, et qui ont été l'objet des études spéciales de ma vie publique. Oui, l'opposition peut compter en moi un de ses plus constants et de ses plus fermes auxiliaires. (*A gauche : Très-bien ! très-bien ! Violents murmures au centre.*)

Ces murmures réitérés me disent ce que je sais ; c'est qu'il y a de pénibles heures, de pénibles années peut-être, à traverser entre des amis anciens qu'on afflige et des amis nouveaux qui peuvent douter de vous, de votre désintéres-

sement, de votre constance. (*A gauche : Non ! non ! Vive agitation.*)

Oui, il y a des interprétations, des insinuations, des calomnies à braver. Je les brave toutes d'avance, et ma vie y répondra. Je dédaignerais d'y répondre autrement. Peu m'importent ces difficultés d'une situation politique ! Les situations politiques grandissent sous les difficultés mêmes, quand c'est la conscience qui force à les braver ! Que m'importe ce que l'on pensera de moi ! que m'importe à quel rang je combattrai, pourvu que je combatte pour la cause que je porte dans mon cœur depuis que je pense, pour la cause populaire, pour la cause non des passions du peuple, mais de ses intérêts et de ses droits légitimes ! Dieu et les hommes ne nous demanderont pas avec qui, à quel rang nous avons combattu. mais pour qui nous avons combattu. Eh bien ! je ne pense qu'à la cause, et non aux difficultés ou aux récompenses ; et s'il se forme, s'il existe un parti qui, comme je l'ai dit, recueille les vérités politiques du pays, du peuple et du temps, j'en suis ! C'est là que la nation doit nous trouver et que l'histoire doit trouver nos noms ! (*Applaudissements à gauche.*)

La vertu difficile, la vertu rare de ce temps, c'est l'abnégation. Eh bien ! nous en aurons sous les yeux les exemples.

Il y a un grand mot, un grand et beau cri qui sortit un jour d'une assemblée nationale de notre pays à une de ces crises où l'âme d'un peuple tout entier paraît s'élever au-dessus d'elle-même, et semble, pour ainsi dire, s'échapper par une seule voix ; c'est ce cri que vous connaissez tous : *Périssent nos mémoires, pourvu que nos idées triomphent !*

Eh bien ! ce cri sera le mot d'ordre de ma vie politique, comme c'est celui de l'opposition ; c'est celui qui nous ralliera toujours autour de cette grande cause pour laquelle il est beau de vaincre, pour laquelle il est beau de souffrir et beau encore de succomber. (*A gauche : Très-bien !*)

Je conclus en deux mots.

Convaincu que le gouvernement s'égaré de plus en plus, que la pensée du règne tout entier se trompe (*Applaudissements*); convaincu que le gouvernement s'éloigne de jour en jour, depuis 1834, de son principe et des conséquences qui devaient en découler pour le bien-être intérieur et la force extérieure de mon pays; convaincu que tous les pas que la France a faits depuis huit ans sont des pas en arrière, et non des pas en avant; convaincu que l'heure des complaisances est passée... (*Applaudissements à gauche.*) qu'elles seraient funestes, j'apporte ici mon vote consciencieux contre l'adresse, contre l'esprit qui l'a rédigée, contre l'esprit du gouvernement qui l'accepte, et que je combattrai avec douleur, mais avec fermeté, dans le passé, dans le présent et peut-être dans l'avenir. (*Mouvements divers.*)

XXVI

AU BANQUET

OFFERT PAR LA VILLE DE MACON

A M. DE LAMARTINE

4 juin 1843.

Ce discours fait pénétrer dans la pensée de M. de Lamartine et connaît les causes morales qui préparèrent la Révolution de 1848. On y retrouve plus vivant que jamais, sans doute par contraste avec la compression muette qui suivit, ce qu'il y eut d'aspirations généreuses, d'idées fécondes, de magnanimité facile et débordante dans ces temps précurseurs. On y sent manifestement ce qu'on peut attendre de civilisation sociale, pour l'avenir, de ces entretiens publics où les opinions des citoyens en se communiquant s'éclairent, se pacifient et s'élèvent. « Les temps des masses approchent. » Il n'y aura pas eu à l'aurore de l'avènement de la démocratie un tel élan de fraternité, d'expansion civique, pour que de tant d'espérances exprimées et ressenties en commun tout se soit abîmé dans le silence et dans une négation stérile.

MESSIEURS,

Si j'éprouve une inexprimable jouissance en contemplant l'imposante réunion de tant de citoyens, et en répondant aux paroles que votre digne et bienveillant président vient